

## **Enquête auprès des industriels sur l'Office européen des brevets : Une majorité favorable à la démission du chef de l'Office, M. Battistelli**

**Chicanes, luttes de pouvoir, réforme structurelle : l'Office européen des brevets (OEB) de Munich a connu une année agitée. Dans une enquête de JUVE, les entreprises technologiques opérant à l'échelle mondiale se montrent préoccupées par la situation prévalant à l'OEB. Elles s'inquiètent du conflit entre la direction de l'Office et le syndicat USOEB, qui est même désormais menacé d'exclusion. Une courte majorité des personnes ayant répondu à l'enquête réclame même la démission du Président de l'OEB, Benoît Battistelli.**

Unsere Expertise ist Ihr Know-how ...



Benoît Battistelli

87 pour cent estiment que le président de l'OEB n'a pas fait un bon travail. Raison principale : le conflit interminable entre M. Battistelli et certaines parties du personnel. Le litige avec le principal syndicat, l'USOEB, inquiète les représentants des milieux industriels. 79 pour cent des entreprises en sont préoccupées.

Ils voient en M. Battistelli le principal responsable de cette pénible situation. Une majorité écrasante de 96 pour cent juge que le Président de l'OEB devrait être moins agressif à l'égard des organisations syndicales. La stratégie de rendement du Président ne recueille guère plus de soutien : 71 pour cent des entreprises ne la jugent pas appropriée, 4 pour cent l'approuvent et le reste s'abstient de toute appréciation.

### **Une simple réformette**

Les représentants des entreprises n'approuvent pas davantage la réforme structurelle de la juridiction de l'OEB que M. Battistelli et le Conseil d'administration ont adoptée en 2016. Cette réforme prévoit que les Chambres de recours seront détachées de l'Office et pourront opérer de façon plus indépendante. Cela ne satisfait même pas un tiers des personnes interrogées. 83 pour cent auraient même souhaité que la juridiction soit totalement séparée de l'Office. 96 pour cent des participants à l'enquête demandent que M. Battistelli cesse de s'immiscer dans les affaires de la juridiction de l'OEB.

Cette revendication arrive, cependant, trop tard. Le Conseil d'administration et la direction de l'Office mettent déjà la réforme en œuvre. Depuis décembre, le premier Président des Chambres de recours a été nommé, en la personne du Suédois Carl Josefsson. M. Battistelli doit lui céder les compétences nécessaires d'ici avril. Mais M. Josefsson continue de dépendre du Président de l'OEB en matière budgétaire et pour sa reconduction.

### **Demande de démission**

M. Battistelli n'a plus guère de soutien auprès des entreprises. Une courte majorité des représentants des professionnels réclame même sa démission. Toutefois, près de 40 pour cent ne se prononcent pas sur ce point. 8 pour cent estiment que M. Battistelli doit rester. Les jours du Français ont, à

plusieurs reprises, semblé comptés, mais il a su chaque fois rebondir. Le solide soutien dont il dispose au sein du Conseil d'administration ne faiblit pas.

En outre, M. Battistelli peut considérer que les critiques dont il fait l'objet n'auront guère de conséquences sur la stratégie des entreprises en matière de demande de brevet. En effet, les entreprises accordent une bonne note à l'OEB lui-même, ainsi qu'à ses fonctionnaires. Deux tiers des personnes interrogées estiment que l'OEB fonctionne en tant qu'autorité. Pour 92 pour cent, l'OEB continue ainsi de jouer un rôle central dans la stratégie globale de demande de brevet.

Le milieu industriel s'inquiète, toutefois, de plus en plus des risques de problèmes de qualité que pourraient entraîner les querelles internes que l'Office de Munich connaît depuis des années. Seuls 46 pour cent des participants à l'enquête sont encore satisfaits de la qualité de la procédure de délivrance de brevet, 54 pour cent n'étant pas satisfaits. Concernant la procédure de recours également, une courte majorité de 50,2 pour cent considère qu'il y a un problème de qualité.

### **L'USOEB au bord de la disparition ?**

On assiste, cependant, actuellement à une multiplication des indices donnant à penser que M. Battistelli pourrait résoudre à son avantage le conflit avec le syndicat USOEB. Trois dirigeants du syndicat ont annoncé leur démission il y a quelques jours, dont Elizabeth Hardon, de Munich, qui passe pour l'une des principales opposantes du Président.

Trois membres du syndicat, dont Mme Hardon, avaient été suspendus par M. Battistelli. Ils sont englués dans des procédures disciplinaires, juridiquement complexes, qui s'annoncent longues et pourraient déboucher sur la réduction de leurs rémunérations et pensions. Un autre membre du syndicat a en outre été rétrogradé.

Dans les milieux proches du syndicat, cela fait déjà un moment qu'on entend dire que cette manière de procéder de la direction de l'Office pourrait aboutir à ce que l'USOEB ne parvienne plus à recruter de nouveaux adhérents. L'USOEB pourrait même disparaître.

Cela pourrait, cependant, avoir pour effet d'aggraver encore le niveau déjà élevé d'insatisfaction dans certaines parties du personnel. C'est pourquoi les représentants des 38 États membres de l'Organisation européenne des brevets avaient, en décembre, invité avec insistance M. Battistelli à mettre fin aux conflits avec le syndicat et les fonctionnaires au cours du premier semestre 2017.

À la fin novembre 2016, la rédaction de JUVÉ a interrogé les responsables des services de brevets d'une sélection de 168 entreprises technologiques internationales, parmi lesquelles des groupes industriels allemands, des entreprises moyennes et des géants technologiques internationaux. Ces entreprises représentent tous les secteurs technologiques importants et déposent régulièrement des brevets à l'Office européen des brevets. Retrouvez tous les résultats de l'enquête et une analyse détaillée dans le dernier [JUVE Rechtsmarkt](#) 2/2107. (Mathieu Klos)